

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 TRAVAUX VISÉS PAR LES DOCUMENTS CONTRACTUELS

- .1 Les travaux visés par ce projet consistent à fournir l'ensemble de l'usine, de la main-d'œuvre, de l'équipement et du matériel pour le dragage avec équipement flottante pour l'enlèvement de matériaux immergés en mer de classe "B" aux endroits suivants:
 - .1 Chenal de Cap Lumiere
 - .2 Chenal de St Edouard
 - .3 Chenal de Caissie Cap
 - .4 Chenal de Cap-Pele
 - .5 Chenal de Barre de Cocagneet de disposer le matériel de dragage au site d'immersion en mer, à chacun des quais indiqués, situé au NB (Nouveau-Brunswick) dans les comtés de Westmorland et Kent, en stricte conformité avec les devis et les dessins d'accompagnement et sous réserve de toutes les conditions générales du contrat.
- .2 Mobilisation et démobilisation de tout l'équipement nécessaire pour faire avancer les travaux pour l'ensemble du contrat.
- .3 Seuls les articles du tableau des prix unitaires seront mesurés pour paiement. Tous les autres travaux nécessaires à l'exécution du contrat seront considérés comme accessoires au projet et ne seront pas évalués séparément pour le paiement.

1.02 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Les travaux comprendront, sans toutefois s'y limiter, les éléments suivants :
 - .1 Mobilisation et démobilisation.
 - .2 L'enlèvement de matériel de classe « B » immergés en mer, du chenal avec équipement flottante et de disposer ce matériel de dragage au site d'immersion en mer, tel qu'indiqué sur les dessins.
 - .3 Baliser l'équipement flottante par des feux de signalisation conformément aux Règles de route internationales, et assurer un service d'écoute à bord du navire hydrographique.
 - .4 Soumettre un plan d'atténuation.
 - .5 Un nouveau plan de bathymétrie sera recueilli en Avril dès que le navire hydrographique peut naviguer dans le chenal et dans les zones de travail.
 - .6 La zone de dragage (chenal) doit être creusée à -1,8m en dessous du niveau de référence (Élévation 0.00).
 - .7 L'élimination des matériaux de dragage au site d'immersion en mer en respectant le processus approuvée par le Représentant du Ministère.
 - .8 Le dragage et l'élimination des matériaux extraits seront effectués conformément aux prescriptions des permis d'immersion en mer émis par Environnement Canada en vertu de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et des règlements qui en assurent l'application.

- .9 Reprendre le dragage dont la Représentant du Ministère s'est déclaré insatisfait et vérifier le niveau de profondeur par de nouveaux sondages, à la satisfaction de ce dernier.

1.03 CERTIFICATS DE PERMIS ET DROITS

- .1 Le Représentant du Ministère devra obtenir le permis d'immersion en mer prescrit par la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE) ainsi que le permis d'extraction, et transmettre les Avis aux navigateurs nécessaires avant le début d'opération de dragage.
- .2 L'Entrepreneur est responsable de fournir des avis aux Navigateurs avant le début des travaux.
Courriel:NAVWARN.MCTSSYDNEY@INNAV.GC.CA
- .3 L'Entrepreneur doit obtenir et payer tous les permis, certificats et licences exigés par les autorités municipales, provinciales, fédérales et autres.
- .4 L'entrepreneur doit fournir les avis de projet appropriés aux autorités d'inspection municipales et provinciales.
- .5 L'entrepreneur doit présenter au Représentant du Ministère, une copie des présentations de demandes et des documents d'approbation reçus par les autorités susmentionnées.
- .6 Soumettre au Représentant du Ministère, une copie du permis de la carrière, s'il y a lieu, avant le début de l'exploitation de la carrière.
- .7 L'entrepreneur doit se conformer à toutes les exigences, recommandations et conseils de tous les organismes de réglementation, à moins que le Représentant du Ministère en décide autrement par écrit. Faire les demandes de dérogation à ces exigences suffisamment à l'avance pour les travaux connexes.

1.04 INSPECTION DES CHANTIERS

- .1 Tous les soumissionnaires, avant de soumettre leur soumission, sont tenus d'inspecter et d'examiner le chantier et ses environs et de s'assurer de la forme et de la nature des travaux et des matériaux nécessaires à l'achèvement des travaux, les moyens d'accès au site, la gravité, l'exposition et l'incertitude des conditions météorologiques, de l'état du sol, des aménagements dont ils pourraient avoir besoin et, en général, doivent eux-mêmes obtenir tous les renseignements nécessaires sur les risques, les éventualités et autres circonstances qui peuvent influencer sur leur soumission. Aucune provision ne sera faite ultérieurement à cet égard en raison d'une erreur ou d'une négligence afin de bien observer et déterminer les conditions qui s'appliqueront.
- .2 Les entrepreneurs, les soumissionnaires ou ceux qu'ils invitent sur le chantier doivent examiner la section 01 35 29 - Santé et Sécurité avant de visiter le site. Prendre toutes les mesures de sécurité appropriées pour toute visite sur le site, avant ou après l'acceptation de la soumission.

1.05 DONNÉE

- .1 Toutes les indications de profondeur sont exprimées en mètres par rapport au zéro des cartes dans le présent devis et les dessins contractuels correspondants.
- .2 Les zones à draguer doivent être repérées par rapport à des points-repères verticaux pour chaque site de dragage, selon les indications.
- .3 Les soumissionnaires sont priés de consulter les tables de marées publiées par Pêches et Océans afin de s'assurer des conditions des marées qui affectent les travaux.
- .4 Les entrepreneurs sont prévenus que toutes les enquêtes antérieures peuvent être examinées visent à fournir des renseignements généraux sur le chantier seulement. Toute interpolation et/ou hypothèse faite relativement à des enquêtes antérieures est la responsabilité de l'entrepreneur.

1.06 CONDITIONS SOUS-MARINE EXISTANTES

- .1 Les informations relatives aux conditions de la sous-surface existantes peuvent être disponibles en communiquant avec le Représentant du Ministère.
- .2 Un nouveau plan de bathymétrie sera recueilli en Avril dès que le navire hydrographique peut naviguer dans le chenal et dans les zones de travail.

1.07 CODES ET NORMES

- .1 Exécuter les travaux conformément à la dernière édition du Code National du Bâtiment du Canada, Norme 373 de la FCC - Norme pour les jetées et les quais (<http://www.rhdcc.gc.ca/fr/lp/lo/fp/standards/373.shtml>) et tout autre code d'application provinciale ou locale, y compris toutes les modifications apportées jusqu'à la date de clôture de la soumission du projet, à condition que, et pour tout conflit ou de divergence, les exigences plus strictes s'appliqueront.
- .2 Les matériaux et la fabrication doivent respecter ou dépasser les exigences des normes, des codes et des documents de référence précisés.

1.08 DISPOSITION DES TRAVAUX

- .1 Définir les élévations de nivellement et les travaux d'aménagement, en détail à partir des points de contrôle et des élévations établis par le Représentant du Ministère.
- .2 Veiller complètement assumer l'entière responsabilité des lieux du travail, aux lignes et aux élévations indiqués ou selon les directives du Représentant du Ministère.
- .3 Utiliser un système de positionnement mondial (GPS), différentiel corrigé, offrant une précision de l'ordre de 1.0 mètres. Il incombe à l'Entrepreneur de veiller à ce que la précision de l'appareil GPS soit contrôlée tous les trois mois.
 - .1 Jalonner les zones des travaux à partir des points repères et des coordonnées fournies par Représentant du Ministère et assumer la responsabilité de la précision des travaux par rapport à ces points-repères et données de référence. Fournir et maintenir en bon état d'équipement de positionnement et tout autre matériel requis pour contrôler la précision du dragage.

- .4 Fournir les dispositifs comme des échelles de marée pour mesurer les élévations des travaux, celle-ci devra être visible pour faciliter l'inspection des travaux par le Représentant du Ministère.
- .5 Mettre en place les bouées, les feux de direction, les repères de marée et les feux de signalisation requis, et les garder en bon état, afin de délimiter les zones visées par les travaux et les aires de déversement des déblais.
- .6 Veillez fournir des piquets et bouées, de repérages nécessaires pour faire l'exécution des travaux.

1.09 HORAIRE DE TRAVAIL

- .1 Lors de l'adjudication du contrat, l'Entrepreneur doit soumettre au Représentant du Ministère un calendrier des travaux indiquant les étapes prévues d'avancement des travaux et la date définitive de leur achèvement dans le délai stipulé aux documents contractuels. Toutes les données inscrites au tableau des prix unitaires doivent être indiquées dans le calendrier sous forme de graphique à barres horizontales.
 - .1 Les priorités de dragage sont :
 - .1 Le dragage du chenal de Cap Lumiere sera d'une largeur de 30m a une élévation de -1.8m sous le zéro des cartes, les travaux devront être terminés au plus tard le 30 mai 2021.
 - .2 Le dragage du chenal de St Edouard sera d'une largeur de 30m a une élévation de -1.8m sous le zéro des cartes, les travaux devront être terminés au plus tard le 20 juillet 2021.
 - .3 Le dragage du chenal de Caissiie Cap sera d'une largeur de 30m a une élévation de -1.8m sous le zéro des cartes, les travaux devront être terminés au plus tard le 10 juillet 2021.
 - .4 Le dragage du chenal de Cap-Pele sera d'une largeur de 30m a une élévation de -1.8m sous le zéro des cartes, les travaux devront être terminés au plus tard le 20 juillet 2021.
 - .5 Le dragage du chenal de Barre de Cocagne sera d'une largeur de 30m a une élévation de -1.8m sous le zéro des cartes, les travaux devront être terminés au plus tard le 20 juillet 2021.
- .2 Soumettre dans les 7 jours ouvrables suivant, l'avis d'acceptation de la soumission, un calendrier de construction indiquant le début et l'achèvement de tous les travaux dans le délai indiqué sur le formulaire de soumission et d'acceptation et selon la date indiquée dans la lettre d'acceptation de la soumission.
- .3 Fournir suffisamment de détails dans le calendrier pour illustrer clairement l'ensemble du plan de mise en œuvre, illustrant la coordination efficace des tâches et des ressources, pour réaliser les travaux à temps et permettre une surveillance efficace de l'avancement des travaux par rapport aux jalons établis.
- .4 Au minimum, le calendrier de travail doit être préparé et présenté sous forme de diagrammes à barres (GANTT) indiquant les activités, les tâches et les autres éléments du projet; la durée prévue et les dates prévues pour la réalisation des activités principales et des jalons principaux du projet, fournies en détail suffisant et étayées par des exposés narratifs pour démontrer un plan raisonnable pour l'achèvement du projet dans les délais prescrits. En général, les diagrammes à barres tirés du système informatisé de gestion de projet disponible sur le marché sont préférables, mais non

obligatoires.

- .5 Présenter des mises à jour du calendrier au moins une fois par mois et plus souvent, à la demande du Représentant du Ministère, en raison des changements fréquents des conditions du projet. Fournir une explication narrative des changements nécessaires et des révisions du calendrier à chaque mise à jour.
- .6 Le calendrier, y compris les mises à jour, doit être approuvé par le Représentant du Ministère. Prendre les mesures nécessaires pour terminer le travail dans les délais approuvés. Ne pas modifier le calendrier sans l'approbation du Représentant du Ministère.
- .7 Tous les travaux relatifs au projet seront achevés dans le délai indiqué sur le formulaire de soumission et d'acceptation.

1.10 ABBRÉVIATIONS

- .1 Les abréviations suivantes de spécification standard ont été utilisées dans cette spécification et sur les dessins:
 - ONGC - Spécifications Conseil du Gouvernement Canadien
 - CSA - Association Canadienne de Normalisation
 - NLGS - Commission Nationale de Classification des sciages
 - ASTM - American Society for Testing and Materials
- .2 Lorsque ces abréviations et normes sont utilisées dans le cadre de ce projet, la dernière édition en vigueur à la date de l'appel d'offres sera considérée applicable.

1.11 EXPLOITATION DU SITE

- .1 Prévoir suffisamment d'espace près du chantier pour la conduite des opérations, le stockage des matériaux et ainsi de suite. Faites attention afin de ne pas obstruer ou endommager la propriété publique ou privée dans le secteur. Ne pas interférer avec les opérations quotidiennes normales, en cours sur le site. Toutes les dispositions relatives à l'espace et à l'accès seront prises par l'entrepreneur.
- .2 Enlever la neige et la glace au besoin pour maintenir un accès sécuritaire sans endommager les structures existantes ni nuire aux activités des utilisateurs.

1.12 PROTECTION

- .1 Ranger tous les matériaux et équipement à incorporer dans les travaux pour prévenir tout dommages.
- .2 Réparer ou remplacer tous les matériaux ou le matériel endommagé pendant le transport ou l'entreposage, à la satisfaction du Représentant du Ministère et sans frais pour le Canada.

1.13 PAIEMENT

- .1 Le paiement de tous les travaux effectués dans le cadre du présent contrat doit être conforme aux Articles de Convention.

- .2 Les changements dimensionnels, selon les directives du Représentant du Ministère, en fonction des conditions existantes, mais qui n'entraînent pas de travaux ou de matériaux supplémentaires, ne seront pas considérés comme des éléments supplémentaires au contrat.

1.14 INSPECTION ET ESSAIS

- .1 Le Représentant du Ministère peut embaucher un inspecteur ou une entreprise d'essai pour s'assurer que le travail est conforme au contrat.

1.15 ÉLIMINATION DES DÉBRIS

- .1 Les débris, y compris les matériaux de construction qui ne sont pas incorporés aux travaux, les produits pétroliers et les contenants, ainsi que tous autres matériaux de cette nature seront éliminés à des endroits appropriés à l'extérieur du site. L'élimination est la responsabilité de l'entrepreneur.
- .2 Les matériaux provenant des travaux ne seront pas laissés à la dérive pour devenir autrement une menace pour la navigation.

1.16 EMPLACEMENT DU MATÉRIEL

- .1 L'emplacement des bâtiments, des réservoirs, de l'équipement, des appareils, indiqués ou spécifiés doit être considéré comme approximatif. Les emplacements réels doivent être adaptés aux conditions au moment de l'installation et dans la mesure du raisonnable. Obtenir l'approbation du Représentant du Ministère.
- .2 Placer l'équipement, les appareils et les systèmes de distribution de manière à réduire au minimum les interférences et à fournir un espace maximal utilisable, conformément aux recommandations du fabricant en matière de sécurité, d'accès et d'entretien.
- .3 Lorsque le Représentant du Ministère l'exige, veuillez soumettre des dessins de terrain pour indiquer la position relative de divers services et équipements.

1.17 RÉUNIONS DE PROJET

- .1 L'entrepreneur organisera les réunions du projet et assumera la responsabilité de l'établissement, des heures et de l'enregistrement des procès-verbaux.
- .2 Les réunions du projet auront lieu sur les lieux de travail, à moins que le Représentant du Ministère la demande autrement.
- .3 L'entrepreneur sera responsable de la consignation des procès-verbaux des réunions, et de leur transmission à toutes les parties présentes aux réunions.
- .4 Avoir un membre responsable de l'entreprise présent à toutes les réunions du projet.

1.18 ACCEPTATION

- .1 Avant la délivrance du certificat de d'achèvement substantiel, en compagnie du Représentant du Ministère, vérifiez tous les travaux. Corriger toutes les anomalies avant l'inspection finale et l'acceptation.

- .2 Avant d'accepter les travaux, l'entrepreneur doit nettoyer le site et le laisser dans un état acceptable pour le Représentant du Ministère.

1.19 COORDINATION DES TRAVAUX

- .1 Être responsable de la coordination du travail des divers corps de métier, lorsque le travail de ces corps de métier est en interaction les uns avec les autres.
- .2 Organiser des réunions entre les corps de métier dont le travail est en interaction et veiller à ce qu'ils soient pleinement conscients des domaines et de l'étendue de l'interaction requise. Fournir à chaque métier les plans et les devis du métier d'interface, au besoin, pour les aider à planifier et à exécuter leur travail respectif.
- .3 Le Canada ne sera pas tenu responsable des coûts supplémentaires engagés en raison de l'absence de coordination. Les arguments entre les divers corps de métier parce qu'ils ne sont pas informés des domaines et de l'étendue des travaux d'interface sont la responsabilité exclusive de l'entrepreneur général et doivent être réglés sans frais supplémentaires pour le Canada.

1.20 UTILISATION DU CHANTIER PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 L'utilisation du chantier par l'entrepreneur est limitée aux lieux du travail indiqués sur les dessins. Toutes zones d'entrepôts doivent être coordonnées avec l'autorité portuaire ou d'autres propriétaires fonciers privés.
- .2 Veuillez coordonner l'utilisation des locaux sous la direction du Représentant du Ministère.
- .3 L'entrepreneur est responsable d'organiser l'entrepôt des matériaux sur le chantier ou à l'extérieur, et tout matériel entreposé sur le chantier qui nuit aux activités quotidiennes sur le site ou à proximité du site sera déplacé rapidement aux frais de l'entrepreneur, à la demande du Représentant du Ministère.
- .4 Faites attention à ne pas obstruer ou endommager la propriété publique ou privée dans le secteur.
- .5 L'entrepreneur doit noter que l'activité de pêche dans le port comprend les bateaux de pêche, les amarres, etc. L'entrepreneur doit noter que les bateaux de pêche, etc. doivent pouvoir accoster dans le port pendant les opérations de construction, de sorte que l'entrepreneur doit coopérer avec les bateaux et les activités dans le port. Aucune indemnité ne sera versée à l'entrepreneur pour la perte de temps ou toute autre perte découlant des activités dans chaque port.

1.21 INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS

- .1 En plus de la section GC1.1 des Conditions Générales, les sections de la Division 01 du cahier des charges ont préséance sur les spécifications techniques dans les autres divisions du cahier des charges.

1.22 RESTRICTIONS DU POIDS DU RESSORT ROUTIER

- .1 Se conformer aux règlements provinciaux concernant les restrictions de poids Du printemps sur les routes provinciales.

1.23 DÉBUT DES TRAVAUX

- .1 La mobilisation sur le chantier pour le projet doit commencer immédiatement après l'acceptation de la soumission et la présentation du plan de santé et sécurité spécifique au projet, à moins que le Représentant du Ministère décide autrement.
- .2 Les travaux du projet sur le chantier doivent commencer dès que possible, avec un effectif continu raisonnable, à moins que le Représentant du Ministère décide autrement.
- .3 Les conditions météorologiques, la courte saison de construction, les difficultés de livraison et l'emplacement du chantier peuvent nécessiter des journées de travail plus longues et une main-d'œuvre supplémentaire pour terminer le projet dans les délais prescrits.
- .4 Veillez faire tous les efforts possibles pour s'assurer que suffisamment de matériel et d'équipement soient livré sur le site le plus tôt possible après l'acceptation de la soumission, et réapprovisionné au besoin.

1.24 PROTECTION DES SERVICES

- .1 Avant de commencer les travaux, déterminer l'emplacement et l'étendue des secteurs de service dans la zone de travail et informer le Représentant du Ministère des constatations.
- .2 Pour tout arrêt ou toute fermeture d'un service actif ou d'une installation, veuillez présenter le calendrier au Représentant du Ministère et obtenir son approbation. Respecter le calendrier approuvé et aviser les parties concernées.
- .3 Fournir des services temporaires lorsque le Représentant du Ministère demande de maintenir les systèmes essentiels des installations.
- .4 En cas de services inconnus, aviser immédiatement le Représentant du Ministère et confirmer les constatations par écrit.
- .5 L'entrepreneur doit immédiatement rétablir tous les services existants qui ont été interrompus en raison de ses activités de construction, sans frais supplémentaires en vertu de ce contrat.

1.25 AUTORITÉ PORTUAIRE

- .1 L'entrepreneur doit communiquer avec l'administration Portuaire respective avant le début des travaux.
- .2 L'Entrepreneur doit communiquer avec les autorités portuaires avant la mobilisation d'équipement et négocier les droits de mouillage et d'accès aux installations.

1.26 OCCUPATION DES LIEUX PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE

- .1 Collaborer avec les utilisateurs du port pour planifier les opérations afin de minimiser les conflits et de faciliter l'utilisation par les utilisateurs.

1.27 SERVICES D'UTILITÉS EXISTANTS

- .1 Avant d'interrompre des services d'utilités, veuillez en informer le Représentant du Ministère, et obtenir les autorisations nécessaires.
- .2 S'il faut exécuter des piquages sur les canalisations d'utilités existantes ou des raccordements à ces canalisations, donner au Représentant du Ministère un avis préalable de 48 heures avant le moment prévue d'interruption des services électriques ou mécaniques correspondantes. Veiller à ce que la durée des interruptions soit aussi courte que possible. Exécuter les travaux aux heures fixées par les autorités locales compétentes, en gênant le moins possible les activités des locataires.
- .3 Avant le début des travaux, définir l'étendue et l'emplacement des Canalisations d'utilités qui se trouvent dans la zone des travaux et en informer le Représentant du Ministère.
- .4 Lorsque des canalisations d'utilités non répertoriées sont découvertes, en informer immédiatement le Représentant du Ministère et les consigner par écrit.
- .5 Protéger, déplacer ou maintenir en service les canalisations d'utilités qui sont fonctionnelles. Si des canalisations non fonctionnelles sont découvertes durant les travaux, les obturer d'une manière autorisée par les autorités compétentes.
- .6 Consigner l'emplacement des canalisations d'utilités qui sont maintenues, déplacées ou abandonnées.

1.28 DOCUMENTS REQUIS

- .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de chacun des documents suivants.
 - .1 Dessins contractuels.
 - .2 Devis.
 - .3 Addenda.
 - .4 Permis d'immersion en mer.
 - .5 Le plan d'aménagement du site de déversement, livre des cartes et plan d'atténuation.
 - .6 Plan de protection de l'environnement.
 - .7 Le plan d'aménagement de déversement.
 - .8 Dessins d'atelier revus.
 - .9 Liste des dessins d'atelier non revus.
 - .10 Ordres de modification.
 - .11 Autres modifications apportées au contrat.
 - .12 Rapports des essais effectués sur place.
 - .13 Exemplaire du calendrier d'exécution approuvé.
 - .14 Plan de santé et de sécurité et autres documents relatifs à la sécurité.
 - .15 Autres documents indiqués.

1.29 MILIEU FUMEUR DE L'INSTALLATION

.1 Se conformer aux restrictions sur le tabagisme.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

.1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 GÉNÉRAL

- .1 Les prix des articles de soumission sont une compensation complète pour les travaux nécessaires à l'achèvement de chaque élément du contrat, dans le formulaire d'appel d'offres. Les prix proposés sont complets et distincts des autres éléments de soumission ou des éléments connexes.
- .2 En cas de conflit entre les instructions de mesure et de paiement contenues dans la section 01 22 00, et une autre section du cahier de charge, les exigences de la section 01 22 00 s'appliquent.
- .3 Aucun paiement distinct ne sera effectué pour:
 - .1 Travaux non autorisés au-delà des limites indiquées.
 - .2 Inspection technique sur le terrain et l'aménagement des travaux.
 - .3 Contrôle de l'érosion et des sédiments.
 - .4 Gestion de l'eau.
 - .5 Lutte contre la poussière.
 - .6 Installation temporaires.
 - .7 Barrières et enceintes temporaires.
 - .8 Contrôle de la circulation.
 - .9 Enlèvement de la neige et de la glace au besoin pour accéder au chantier et pour des raisons de sécurité.

1.02 DESCRIPTION DU TRAVAIL

- .1 Le prix proposé pour les travaux comprend tous les éléments énumérés dans le cahier des charges. Le prix comprend toute la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement nécessaires à la fourniture et à l'installation complète des travaux.
- .2 Mobilisation/démobilisation, y compris tout l'équipement, les installations temporaires, la sécurité, l'entretien, le déneigement et le nettoyage des routes d'accès au site et au public (au besoin), l'obtention de tous les permis réglementaires, assurances et cautionnement nécessaires; établir un protocole en matière de santé et de sécurité, et construire, entretenir et déclasser toutes les routes d'accès temporaires nécessaires.
- .3 Toutes les activités de démolition, d'élimination des matières (dangereuses et non dangereuses), de débranchement/re-branchement du service, d'excavation du site, de construction, de réparation et d'amélioration ainsi que de restauration et d'aménagement paysager du site, conformément aux spécifications.

2 MESURE DE PRODUIT

2.01 GÉNÉRAL

- .1 Cette section détaille la méthode de mesure à utiliser aux fins de paiement. Les articles accessoires inclus dans les diverses sections dans ce devis doivent être prises en compte dans la détermination de chaque élément de paie.

2.02 MESURE DE PAIEMENT

- .1 Les mesures de paiement seront celles précisées dans les sections suivantes:

Section 35 20 23:

- .1 La mesure du paiement pour la mobilisation et la démobilisation sera payée en vertu de la section 35 20 23.
 - .1 Le chenal de Cap Lumiere doit être complété avant le 30 mai 2021.
 - .2 Chenal de St Edouard doit être complété avant le 20 juillet 2021.
 - .3 Chenal de Caissie Cap doit être complété avant le 10 juillet 2021.
 - .4 Chenal de Cap-Pele doit être complété avant le 20 juillet 2021.
 - .5 Chennal de Barre de Cocagne doit être complété avant le 20 juillet 2021.
- .2 La mesurage et paiement pour le dragage sera payés en mètres cube de mesure en place pour le matériel dragué et déplacé au site d'immersion en mer, les travaux devront être complétés avec de l'équipement flottante. Inclus, mais sans s'y limiter, ce qui suit:
 - .1 Toutes opérations reliées à localiser le positionnement d'équipement de dragage sont comprises dans l'ensemble des travaux et ne feront pas l'objet d'un paiement distinct. L'entrepreneur est responsable pour la fourniture d'un système informatisé capable d'afficher de manière précise sur un moniteur l'emplacement de la drague, son mécanisme de creusage, ses coordonnées géographiques, les limites de dragage et données bathymétriques tel que soumis par le représentant du ministère.
 - .2 Aucun paiement distinct ne sera effectué pour le navire d'arpentage, l'équipement et les services d'équipage ou de plongée de l'entrepreneur.
 - .3 Le paiement comprend le dragage et le déversement du matériel de dragage au site d'immersion en mer. La quantité de matériel dragué sera déterminée par des sondages hydrographiques avant le début des travaux. Après les travaux compléter, le représentant du ministère va mesurer le fond marin du chenal pour valider si les travaux ont été complétés à l'élévation demandée.
 - .1 Pour le paiement des quantités, le volume sera calculer de la différence d'élévations entre le relevé du sondage bathymétrique de pré dragage et l'élévation théoriques de -1.8m au-dessous le zéro des cartes, de chacun des sites individuel.
 - .2 Les travaux seront compléter quand l'élévation du fond marin aura été observé par sois la méthode d'inspection, de données hydrographique ou d'inspection par le Représentant du Ministère, et

que ceux-ci démontrent l'élévation demander par le contrat.

L'entrepreneur doit assister sans couts additionnel.

.3 Aucun paiement supplémentaire pour le remplissage de zone draguée découlant d'événement naturel.

.4 Aucun paiement supplémentaire pour les retards subits pendant les saisons de pêche, les temps d'arrêt et les retards causés par le trafic de maritime, conditions météorologique défavorable, enlèvement de glace ou pendant les périodes où aucun dragage n'est permis.

.5 Aucun paiement supplémentaire ne sera effectué à la suite de retards occasionnés par la navigation maritime ou une panne.

.6 Aucun paiement supplémentaire ne sera effectué pour compenser les ralentissements des travaux occasionnés par l'accumulation d'algues et/ou de varech.

.7 Aucun paiement supplémentaire n'est prévu au titre des droits de mouillage que l'Entrepreneur peut avoir acquittés.

.8 La rémunération d'équipement de dragage utilisé pour l'enlèvement des encombrements sera négociée au préalable et autorisée par écrit par le Représentant du Ministère.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

.1 Sans Objet.

FIN DE LA SECTION

1.01 DÉFINITIONS

- .1 RCSST : Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail, établi en vertu de la Partie II du Code canadien du travail.
- .2 Personne compétente : s'entend de toute personne qui présente les qualités suivantes.
 - .1 Elle est qualifiée en matière de connaissances personnelles, de formation et d'expérience pour exécuter les travaux assignés de façon à assurer la santé et la sécurité des personnes sur les lieux de travail.
 - .2 Elle connaît les dispositions des statuts et règlements en matière de santé et sécurité qui s'appliquent aux travaux.
 - .3 Elle est au courant des dangers éventuels ou réels que pose le travail pour la santé et la sécurité.
- .3 Blessure nécessitant des soins médicaux : toute blessure mineure ayant nécessité un traitement médical et dont le coût est payé par la commission des accidents du travail de la province où est survenue la blessure.
- .4 ÉPI : équipement de protection individuel.
- .5 Chantier : aux endroits où ce terme apparaît dans la présente section, il signifie les zones, situées sur les lieux où les travaux sont exécutés, utilisées par l'Entrepreneur pour effectuer toutes les activités liées à l'exécution des travaux.

1.02 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Soumettre un plan de santé et sécurité propre au chantier avant de commencer les travaux.
 - .1 Soumettre le plan dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'avis d'acceptation de la soumission. Fournir deux(2) exemplaires.
 - .2 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et sécurité et le commentera.
 - .3 Réviser le plan au besoin et le soumettre à nouveau dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception des commentaires.
 - .4 L'examen du plan par le Représentant du Ministère et ses commentaires à ce sujet ne doivent pas être interprétés comme une acceptation, une approbation ou une garantie implicite d'aucune sorte par le Canada, et ne réduisent pas la responsabilité générale de l'Entrepreneur quant à la santé et la sécurité sur le chantier
 - .5 Soumettre les révisions et mises à jour apportées au plan pendant les travaux.
- .2 Fournir le nom du représentant de chantier en santé et sécurité désigné, ainsi que les documents justificatifs prescrits dans le plan de sécurité.
- .3 Soumettre le permis de construction, les certificats de conformité et les autres permis obtenus.

- .4 Remettre une copie de la lettre en bonne et due forme de la commission des accidents du travail ou du ministère du travail de la province.
 - .1 Remettre une mise à jour de la lettre en bonne et due forme lorsqu'une date d'expiration arrive pendant les travaux.
- .5 Remettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs en santé et sécurité des gouvernements fédéral, provincial et territorial.
- .6 Remettre des exemplaires des rapports d'incidents.
- .7 Soumettre les fiches signalétiques (FS) du SIMDUT.

1.03 EXIGENCES DE CONFORMITÉ

- .1 Respecter la loi sur la santé et la sécurité au travail du Nouveau-Brunswick, et les règlements généraux établis en application de la loi.
- .2 Respecter la Partie II du Code canadien du travail (qui porte le titre Santé et sécurité au travail), le Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail (RCSST) et tout autre règlement pris en vertu de la loi.
 - .1 On peut consulter le Code canadien du travail à l'adresse <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/L-2/>.
 - .2 On peut consulter le RCSST à l'adresse [http://laws.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS 86-304/](http://laws.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS_86-304/).
 - .3 On peut obtenir un exemplaire à l'adresse suivante : Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0S9. Tél. : 819-956-4800 (1 800-635-7943). Publication no L31-85/2000 E ou F.
- .3 Observer les mesures de sécurité en construction indiquées dans les documents suivants.
 - .1 La partie 8 du Code national du bâtiment du Canada.
 - .2 Les règlements et ordonnances municipaux.
- .4 En cas de divergence ou de contradiction entre les exigences prescrites ci-dessus, les plus strictes prévaudront.
- .5 Souscrire et maintenir en vigueur une assurance contre les accidents du travail en règle pour toute la durée du contrat. Fournir une preuve de la cote de fiabilité au moyen de la lettre en bonne et due forme.
- .6 Surveillance médicale : Lorsque les lois ou règlements le prescrivent, obtenir et tenir la documentation sur la surveillance médicale des travailleurs.

1.04 RESPONSABILITÉ

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 Respecter et faire respecter, par tous les travailleurs, sous-traitants et autres personnes ayant accès au chantier, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, dans les ordonnances et les règlements locaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité propre au chantier.

1.05 CONTROLE DE L'ACCÈS AU CHANTIER

- .1 Contrôler les travaux et les points d'accès au chantier. Ne laisser entrer que les travailleurs et les personnes autorisées. Intercepter et renvoyer immédiatement les personnes non autorisées.
 - .1 Le Représentant du Ministère fournira les noms des personnes à qui il a accordé l'accès au chantier. Il s'assurera en outre que ces personnes possèdent les connaissances et la formation requises en santé et sécurité nécessaires pour accéder au chantier. Toutefois, l'Entrepreneur demeure responsable de la santé et de la sécurité des personnes autorisées qui se trouvent sur le chantier.
- .2 A l'aide de moyens appropriés, délimiter le chantier et l'isoler des autres aires de la propriété.
 - .1 Selon les besoins, ériger des clôtures, des palissades, des barricades et des dispositifs d'éclairage pour délimiter clairement le chantier, empêcher l'accès non autorisé, protéger les piétons et les véhicules sur le chantier et autour, et assurer un environnement sans danger.
 - .2 Placer des écriteaux, aux points d'entrée et autres points stratégiques, qui indiquent un accès restreint et les conditions d'accès.
 - .3 Utiliser des écriteaux de fabrication professionnelle avec affichage dans les deux langues officielles ou symboles internationaux.
- .3 Fournir une séance préparatoire en sécurité aux personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé. Informer ces personnes des dangers et des règles de sécurité devant être respectées sur le chantier.
- .4 S'assurer que les personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé portent l'ÉPI adéquat. Fournir un tel équipement aux autorités responsables de l'inspection qui exigent l'accès pour effectuer des essais ou des inspections.
- .5 Bloquer l'accès au chantier en dehors des heures de travail ou lorsqu'il est inoccupé, et de façon à protéger les personnes contre les blessures.

1.06 PROTECTION

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement la priorité sur les questions liées au coût et au calendrier des travaux.
- .2 Si une situation ou un risque particulier ou imprévu lié à la sécurité survient durant l'exécution des travaux, prendre immédiatement des mesures pour corriger la situation et prévenir des dommages ou blessures. En informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.07 PRODUCTION DE L'AVIS DE PROJET

- .1 Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités provinciales en matière de santé et sécurité pertinentes.
 - .1 Au besoin, le Représentant du Ministère aidera à localiser l'adresse.

1.08 PERMIS

- .1 Sur le chantier, afficher les permis, les licences et les certificats de conformité.
- .2 Lorsqu'on ne peut obtenir un certificat de conformité ou un permis particulier, en informer le Représentant du Ministère par écrit et ne pas entreprendre la partie applicable des travaux avant d'avoir obtenu l'approbation.

1.09 ÉVALUATION DES RISQUES

- .1 Évaluer les risques en matière de santé et sécurité liés au chantier et à l'emplacement.
- .2 Effectuer l'évaluation initiale avant le début des travaux et, au besoin, d'autres évaluations au cours de ces travaux, y compris à l'arrivée de nouveaux corps de métiers et sous-traitants au chantier.
- .3 Consigner les résultats et adapter le programme de santé et sécurité en conséquence.
- .4 Conserver la documentation sur place pour toute la durée des travaux.

1.10 CONDITIONS PROPRES AU PROJET/ CHANTIER

- .1 Voici les risques potentiels en matière de santé, d'environnement et de sécurité auxquels les travailleurs peuvent être exposés à l'emplacement.
- .2
 - .1 Produits dangereux et contrôlés existants, entreposés sur place.
 - .1 aucune identifiée
 - .2 Substances dangereuses ou matières contaminées existantes.
 - .1 aucune identifiée
 - .3 Conditions latentes et environnementales connues du chantier.

- .1 travaux effectués près ou au-dessus de l'eau;
- .2 travaux effectués par temps froid;
- .3 accès du public au chantier;
- .4 équipement lourd;
- .5 travaux effectués avec des appareils d'éclairage;
- .6 pertes de charge, chavirements.
- .4 Activités courantes à l'installation.
 - .1 aucune identifiée
- .3 La liste ci-dessus n'est pas exhaustive; elle ne comprend pas tous les risques potentiels pour la santé et la sécurité auxquels l'Entrepreneur sera confronté durant l'exécution de ces travaux.
- .4 Inclure les éléments susmentionnés dans l'évaluation des risques liés aux travaux.
- .5 On peut obtenir, auprès du Représentant du Ministère, les FS des produits dangereux et contrôlés pertinents et entreposés à l'emplacement.

1.11 RÉUNIONS

- .1 Assister à la réunion de santé et de sécurité préalable aux travaux, convoquée et tenue sous la présidence du Représentant du Ministère avant le début des travaux, à l'heure, à la date et à l'emplacement déterminés par le Représentant du Ministère. S'assurer de la présence des intervenants suivants.
 - .1 Le Contremaître.
 - .2 Le représentant en santé et sécurité désigné du chantier.
 - .3 Les sous-traitants.
- .2 Pendant les travaux, tenir des réunions sur l'outillage et la sécurité à intervalles réguliers, conformément aux règlements sur la santé et la sécurité au travail.
- .3 Garder les documents sur place.

1.12 PLAN DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ

- .1 Avant de commencer les travaux, rédiger un plan de santé et de sécurité propre aux travaux. Mettre en oeuvre, tenir à jour et améliorer le plan pendant toute la durée des travaux et jusqu'à l'achèvement des derniers travaux sur le chantier.
- .2 Le plan de santé et de sécurité doit comprendre les éléments suivants.
 - .1 La liste des dangers et des risques pour la santé et la sécurité relevés dans le processus d'évaluation des risques.
 - .2 Les mesures de contrôle utilisées pour atténuer les dangers et risques relevés.
 - .3 Le plan d'intervention en cas d'urgence sur les lieux, indiqué ci-dessous.
 - .4 Le plan de communication sur les lieux, indiqué ci-dessous.
 - .5 Le nom du représentant en santé et sécurité du chantier désigné par

- l'Entrepreneur, l'information qui atteste sa compétence et son rapport hiérarchique au sein de l'entreprise de l'Entrepreneur.
- .6 Les noms, les compétences et le rapport hiérarchique du reste du personnel de surveillance présent sur le chantier à des fins de santé et de sécurité au travail.
- .3 Le plan d'intervention en cas d'urgence sur les lieux doit comprendre ce qui suit.
- .1 Les procédures d'exploitation, les mesures d'évacuation et le processus de communication en cas d'urgence doivent être mis en oeuvre.
- .2 Le plan d'évacuation : plans de l'emplacement et des étages montrant les voies d'évacuation et les zones de rassemblement. Détails sur les méthodes de signalement d'alarme, les exercices d'incendie et l'emplacement de l'équipement de lutte contre l'incendie, et autres données connexes.
- .3 Le nom, les tâches et les responsabilités des personnes désignées comme agent(s) de secours et adjoints.
- .4 Les personnes-ressources avec qui communiquer en cas d'urgence : noms et numéros de téléphone des représentants des intervenants suivants.
- .1 L'Entrepreneur général et les sous-traitants.
- .2 Les ministères et autorités compétentes fédéraux et provinciaux qui s'appliquent.
- .3 Les ressources d'intervention locales.
- .5 Harmoniser le plan avec celui d'intervention en cas d'urgence et d'évacuation de l'installation. Le Représentant du Ministère fournira les données pertinentes, y compris les noms des personnes ressources de TPSGC et du service de gestion de l'installation.
- .4 Le plan de communication sur les lieux doit comprendre ce qui suit.
- .1 La marche à suivre pour transmettre l'information sur la sécurité au travail, y compris les mesures d'urgence et d'évacuation, aux travailleurs et aux sous-traitants.
- .2 La liste des activités critiques, à communiquer au Gestionnaire de l'installation, qui risquent de causer préjudice à la santé et à la sécurité des usagers de l'installation.
- .5 Veiller à toutes les activités liées aux travaux, y compris celles des sous-traitants.
- .6 Examiner le plan de santé et de sécurité régulièrement pendant les travaux. Le mettre à jour lorsque les conditions présentent de nouveaux risques et dangers, par exemple l'arrivée d'un nouveau corps de métier ou sous-traitant au chantier.
- .7 Le Représentant du Ministère transmettra ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations; il peut exiger la soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.
- .8 Afficher une copie du plan et les mises à jour bien en vue sur le chantier.

1.13 SURVEILLANCE DE LA SÉCURITÉ

- .1 Faire appel à un représentant en santé et sécurité sur le chantier qui surveillera quotidiennement les aspects de santé et sécurité relatifs aux travaux.
- .2 Le représentant en santé et sécurité du chantier peut être le Contremaître ou une autre personne désignée par l'Entrepreneur, et aura la responsabilité et l'autorité de faire ce qui suit.
 - .1 Mettre en oeuvre, surveiller et faire respecter quotidiennement les exigences en matière de santé et sécurité au travail.
 - .2 Suivre de près et appliquer le plan de santé et de sécurité propre au site de l'Entrepreneur.
 - .3 Fournir une séance préparatoire en sécurité aux personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé.
 - .4 S'assurer que les personnes à qui l'accès à l'emplacement a été autorisé sont compétentes et bien formées en santé et sécurité relativement à leurs activités à cet emplacement, ou qu'elles sont escortées par une personne compétente lorsqu'elles sont sur le chantier.
 - .5 Interrompre les travaux si des motifs de santé et sécurité l'exigent.
- .3 Le représentant en santé et sécurité du chantier doit présenter les qualités suivantes.
 - .1 Être qualifié et compétent en santé et sécurité au travail.
 - .2 Posséder une expérience pratique sur un chantier où ont été menées des activités liées aux travaux.
 - .3 Être sur le chantier en permanence durant l'exécution des travaux.
- .4 Tout le personnel de surveillance affecté au chantier doit être compétent.
- .5 Inspections
 - .1 Effectuer des inspections périodiques de la sécurité sur le chantier sur une base au moins bihebdomadaire. Consigner les déficiences et les mesures correctives prises.

1.14 FORMATION

- .1 Sur le chantier, employer seulement des travailleurs qualifiés, qui ont été bien formés en procédures et pratiques de santé et sécurité au travail pertinentes aux tâches qui leur sont assignées.
- .2 Tenir les dossiers des employés et les preuves de la formation reçue. Mettre ces données à la disposition du Représentant du Ministère, sur demande.
- .3 En présence de conditions ou de risques particuliers ou imprévus pouvant compromettre la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les

procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.15 REGLES DE SÉCURITÉ DE BASE PROPRES AU SITE

- .1 Malgré l'obligation de l'Entrepreneur de se conformer aux règlements des gouvernements fédéral et provincial sur la santé et la sécurité, s'assurer que les règles de sécurité minimales suivantes sont respectées par les personnes ayant accès au chantier.
 - .1 Porter l'ÉPI approprié pour les travaux ou tâches assignées, c'est-à-dire au moins un casque, des bottes ou chaussures de sécurité, des lunettes de sécurité et une protection pour les oreilles.
 - .2 Signaler sans délai toute condition non sécuritaire sur le chantier, quasi-accident, blessure et dommage survenu.
 - .3 Garder le chantier et les aires d'entreposage propres et exempts de facteurs de risques de blessures.
 - .4 Respecter les mises en garde des panneaux d'avertissement et des étiquettes de sécurité.
 - .5 Porter un gilet de sauvetage ou système de flottaison.
- .2 Informer les personnes des mesures disciplinaires à prendre en cas de non-respect. Afficher ces règles sur le chantier.

1.16 CORRECTIFS EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.
- .2 Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger les situations de non-conformité en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le Représentant du Ministère ordonnera l'arrêt des travaux, si la situation de non-conformité n'est pas réglée rapidement.

1.17 DÉCLARATION D'INCIDENTS

- .1 Enquêter sur les incidents suivants, et en faire rapport au Représentant du Ministère.
 - .1 Incidents qui nécessite d'être signalés au ministère provincial de santé et sécurité au travail, à la commission des accidents du travail ou à un autre organisme de réglementation.
 - .2 Blessures nécessitant des soins médicaux.
 - .3 Dommages de propriété ou de bien s'élevant à plus de 10 000,00 \$.
 - .4 Interruptions aux activités de l'installation entraînant une perte dépassant 5000,00 \$ pour un ministère fédéral.
- .2 Soumettre un rapport écrit.

1.18 MATIERES DANGEREUSES

- .1 Se conformer aux exigences du SIMDUT.
- .2 Conserver les FS de tous les produits qui sont livrés sur le chantier.
 - .1 Les afficher sur le chantier.
 - .2 Remettre une copie au Représentant du Ministère.

1.19 DYNAMITAGE

- .1 L'abattage par explosifs ou l'utilisation d'autres explosifs n'est pas permis sur le chantier sans l'autorisation et les consignes préalables écrites du représentant du Ministère.

1.20 DISPOSITIFS A CARTOUCHES EXPLOSIVES

- .1 Utiliser des outils de fixation à cartouches seulement après avoir obtenu une permission écrite du Représentant du Ministère à cet effet.

1.21 ESPACES CLOS

- .1 Exécuter les travaux dans les espaces clos en respectant les règlements de santé et sécurité au travail.

1.22 DOSSIERS SUR LE CHANTIER

- .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de la documentation sur la sécurité et des rapports à produire conformément aux lois et règlements des autorités compétentes, et un exemplaire des documents prescrits dans le présent devis.
- .2 Sur demande, mettre ces documents à la disposition du Représentant du Ministère ou de l'agent de sécurité autorisé, pour qu'ils puissent les examiner.

1.23 AFFICHAGE DES DOCUMENTS

- .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente.
- .2 Afficher les autres documents prescrits dans le présent devis, y compris les suivants.
 - .1 Le plan de santé et de sécurité particulier au chantier.
 - .2 Les FS du SIMDUT.

FIN DE SECTION

1.01 DÉFINITIONS

- .1 Matière dangereuse : Produit, substance ou organisme utilisé aux fins auxquelles il était initialement destiné, et qui est une marchandise ou une matière dangereuse susceptible d'avoir des répercussions nuisibles sur l'environnement ou sur la santé des personnes, des animaux ou des végétaux lorsqu'il est libéré dans l'environnement.
- .2 Cours d'eau : désigne le lit et la rive d'une rivière, d'un ruisseau, d'un lac, d'une crique, d'un étang, d'un marais, d'un estuaire ou d'un plan d'eau salée qui contient de l'eau au cours d'au moins une partie de l'année.
- .3 Espèces exotiques : désigne des espèces ou sous-espèces introduites à l'extérieur de leur distribution normale, et dont l'établissement et la prolifération expose des écosystèmes, habitats ou des espèces locaux à des risques de dommages économiques ou environnementaux.
- .4 Zone tampon : zone de terres recouvertes de végétation qui protège les cours d'eau contre l'exploitation de terres adjacentes. Ce terme se rapporte aux terres adjacentes aux cours d'eau comme les ruisseaux, les rivières, les fleuves, les lacs, les étangs, les océans et les terres humides, y compris les plaines inondables et les terres en voie de conversion entre les cours d'eau et des zones de terres plus arides.

1.02 TRANSPORT

- .1 Transporter des marchandises et des déchets dangereux conformément aux exigences de la Loi sur le transport des marchandises dangereuses.
- .2 Ne pas surcharger les camions lors du transport de substances. Protéger le chargement contre tout risque de déversement.
- .3 Garder les camions propres et exempts de boue, de poussière et d'autres matières étrangères.
- .4 Éviter toute possibilité de déversement du chargement et de toute matière étrangère sur les autoroutes, les routes et les routes d'accès destinées à des travaux. Faire très attention lors du transport de remblais de dragage et d'autres matières dangereuses. Nettoyer immédiatement tout déversement et tout sol contaminé.

1.03 MANIPULATION DES MATIERES DANGEREUSES

- .1 Manipuler et stocker les matières dangereuses sur place conformément aux procédures et exigences énoncées dans le SIMDUT.
- .2 Stocker tous les liquides dangereux à un endroit et d'une manière qui empêchent leur déversement dans l'environnement.
- .3 Tenir un inventaire écrit de toutes les matières dangereuses gardées sur les lieux. Énumérer le produit, sa quantité et la date de son stockage.
- .4 Garder les fiches signalétiques du SIMDUT sur place pour tous les articles

pertinents.

1.04 PÉTROLE, HUILES ET LUBRIFIANTS

- .1 Se conformer aux lois, règlements, codes et lignes directrices fédéraux et provinciaux pour le stockage sur place de carburant et de produits pétroliers.
- .2 Ne placer aucun réservoir de carburant et ne stocker aucun carburant ou autre produit pétrolier à une distance de moins de 30 mètres d'une zone tampon de cours d'eau et de terres humides. Ne ravitailler ni huiler de la machinerie à moins de 30 mètres de cette zone tampon. Obtenir l'approbation du Représentant du Ministère pour désigner un emplacement acceptable sur les lieux aux fins de stockage de carburant ou de ravitaillement d'équipement.
- .3 Ne jeter aucun produit pétrolier ni toute autre substance toxique sur le sol ou dans l'eau.
- .4 Faire preuve de diligence et prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter des déversements et contaminer ainsi le sol et l'eau (de surface ou souterraine) lors de la manipulation sur place de produits pétroliers et lors du ravitaillement de véhicules et d'équipement.
- .5 Garder sur les lieux l'équipement d'intervention approprié en cas de déversement, consistant en au moins un nécessaire d'intervention en cas de déversement sur emballé de 250 litres (55 gallons) pour le confinement et le nettoyage de déversements.
- .6 Garder les véhicules et l'équipement en bon état afin d'empêcher toute fuite sur les lieux.
- .7 En cas de déversement de pétrole, avisé immédiatement le Représentant du Ministère et la Garde côtière canadienne (GCC) au numéro 1-800-565-1633 (ligne d'appel 24 heures). Effectuer le nettoyage conformément à tous les règlements et à toutes les procédures stipulés par l'autorité compétente.

1.05 ÉLIMINATION DES MATERIAUX DE DRAGAGE

- .1 Se conformer strictement à toutes les directives et procédures exigées dans le permis pour le transport et l'élimination des remblais de dragage aux lieux approuvés.
 - .1 Déposer le matériel de dragage au site de dépôts d'immersion en mer approuver, être conforme au Loi sur la protection de l'environnement (LCPE).
 - .2 Une copie du permis d'immersion en mer doit être disponible au chantier en tout temps.
 - .3 Le processus d'application d'un permis d'immersion en mer a été mis en place. Aucun travail ne débutera avant l'obtention d'un permis valide.
 - .4 Afin de rencontrer les conditions du permis d'immersion en mer,

- l'Entrepreneur doit préparer et soumettre un plan pour l'immersion des matières draguées. Le représentant du ministère devra passer en revue ce plan qui doit être approuvé avant le début des travaux.
- .5 L'entrepreneur doit fournir un registre des données d'élimination quotidiens dans un format Excel indiquant les quantités en mètres cubes et les coordonnées du lieu d'élimination de chaque voyage de dépôts. Le registre des données doit être envoyé quotidiennement à Environnement Canada et au représentant du Ministère.
- .6 L'entrepreneur doit s'assurer d'avoir le permis au site en tout temps.
- .2 Éliminer tout déversement par-dessus bord lors de l'excavation, du chargement et du transport de remblais de dragage.
- .3 Ne pas surcharger les camions lors du transport de remblai de dragage ou d'autres matières dangereuses. Protéger le chargement contre le risque de déversement. Nettoyer les déversements au sol selon les directives des autorités compétentes et du représentant du Ministère.
- .4 Obtenir l'approbation du représentant du Ministère pour la route devant servir au transport de remblai de dragage vers le lieu d'enfouissement.
- .5 Placer et étendre le remblai de dragage au champ d'enfouissement de manière uniforme et progressive. Minimiser la hauteur et les pentes de remblai à enfouir. Harmoniser les pentes et contours du terrain environnant en suivant, dans toute la mesure du possible, les pentes suivantes indiquées par le représentant du Ministère.
- .6 Contrôler l'élimination et la décantation des eaux contenant des matières en suspension ou autres substances nuisibles conformément aux exigences des autorités compétentes.
- .7 Dragage par méthode d'aspiration :
- .1 Inspecter régulièrement le tuyau pour déceler toute possibilité de fuite dans la couche de sédiments et le maintenir étanche en tout temps.
- .2 Si une fuite se produit le long de la tuyauterie, cesser immédiatement toutes les opérations de dragage et colmater la fuite.

1.06 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Ne pas enterrer les rebuts, les résidus de démolition et les déchets sur place.
- .2 Ne pas jeter les matières dangereuses, les substances volatiles (comme les essences minérales, les peintures, les diluants, etc.) et les produits pétroliers dans des cours d'eau, des égouts pluviaux ou sanitaires et dans des sites d'enfouissement.
- .3 Éliminer les déchets dangereux conformément aux lois, règlements, codes

et lignes directrices fédéraux et provinciaux pertinents.

1.07 QUALITÉ DE L'EAU

- .1 Exécuter les travaux d'excavation d'un cours d'eau ou d'une terre humide de façon à limiter la turbidité et à réduire la quantité de sédiments en suspension dans l'eau à un minimum absolu, et ce, en tout temps.
 - .1 Maintenir la vitesse et l'élan d'excavation appropriés d'équipement d'excavation. Effectuer au besoin des ajustements approuvés par le Représentant du Ministère.
 - .2 Mettre en position stratégique l'équipement d'excavation et les véhicules de transport de façon à éviter, dans toute la mesure du possible, les balancements au-dessus de l'eau.
- .2 Dans les cas où les travaux pourraient altérer la qualité de l'eau adjacente aux canalisations de prise d'eau utilisées par les installations de retenue de homard, de traitement du poisson et d'autres exploitants de ports, établir le calendrier des travaux en coopération avec l'administration portuaire, selon les directives du Représentant du Ministère, afin de réduire au minimum les ingérences et les effets sur les exploitants du port.
- .3 Surveiller visuellement la turbidité de l'eau des zones avoisinantes adjacentes aux lieux des travaux quotidiennement pendant la période des travaux dans l'eau.
 - .1 Si la turbidité de l'eau change de manière excessive au-delà de la limite de dragage par rapport aux conditions existantes des nappes d'eau avoisinantes, comme par exemple un net changement de couleur, aviser le Représentant du Ministère pour obtenir les mesures appropriées à suivre pour atténuer les effets de la situation.
- .4 Qualité de l'eau lors de dragage par aspiration:
 - .1 Réduire au minimum les points de rejet des matériaux de dragage au lieu d'élimination en plaçant l'embout du tuyau à la surface de l'eau ou près de ce point.
 - .2 Limiter la circulation des navires à la zone adjacente au lieu d'élimination à un niveau minimum absolu pour que les matériaux de dragage ne soient pas remis en suspension par l'effet du sillage des hélices.
- .5 Ne rincer l'équipement qu'à une distance tampon d'au moins 30 mètre d'une terre humide, d'un cours d'eau ou de toute zone écosensible.

1.08 RESTRICTIONS SOCIOÉCONOMIQUES

- .1 Respecter les règlements provinciaux et municipaux concernant toute restriction sur les travaux effectués la nuit et sur l'éclairage artificiel des lieux. Obtenir les permis pertinents.
- .2 Placer les projecteurs dans la direction opposée des zones résidentielles et commerciales adjacentes.
- .3 Munir l'équipement et les machines de silencieux conçus à cette fin afin

de réduire le bruit sur place au niveau le plus faible possible. Maintenir ces silencieux en bon état de marche en tout temps.

1.09 OISEAUX ET LEUR HABITAT

- .1 Se familiariser avec la Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs et la faire respecter en ce qui concerne la protection des oiseaux migrateurs, leurs œufs, leurs nids et leurs petits découverts sur les lieux et dans les environs.
- .2 Déranger le moins possible tous les oiseaux sur place et dans les environs pendant toute la durée des travaux.
- .3 Ne pas s'approcher des concentrations d'oiseaux de mer, de sauvagines et d'oiseaux de rivage lors de l'arrimage d'équipement, de l'accès aux quais et du transport de fournitures.
- .4 Lors de travaux de nuit, placer les projecteurs dans la direction opposée des habitats de nids d'oiseaux.
- .5 Ne pas utiliser les plages, les dunes et autres zones non perturbées naturelles des lieux pour effectuer des travaux à moins que le Représentant du Ministère n'ait donné son approbation pour ces travaux particuliers.
- .6 Si des nids d'oiseaux sont découverts dans les terres humides lors des travaux, aviser immédiatement le Représentant du Ministère pour obtenir les directives à suivre.
 - .1 Ne pas déranger les nids et la végétation environnante jusqu'à la fin de la période de nidification.
 - .2 Réduire au minimum les travaux à proximité immédiate de telles zones jusqu'à la fin de la période de nidification.
 - .3 Protéger ces zones en suivant les recommandations du Service canadien de la faune.

1.10 POISSONS ET LEUR HABITAT

- .1 Prendre bien conscience du risque de contamination de l'habitat des poissons sur les lieux résultant de l'introduction d'espèces exotiques dans l'eau.
- .2 Afin de réduire au minimum la possibilité de contamination d'habitats de poissons, il faut laver et nettoyer tout l'équipement de construction qui sera immergé dans l'eau d'un cours d'eau, ou pourrait entrer en contact avec de telles eaux au cours des travaux, afin de s'assurer qu'il est exempt de salissures marines et d'espèces exotiques.
- .3 L'équipement doit comprendre les embarcations, les chalands, les grues, les excavatrices, les camions de transport, les pompes, les tuyaux et tous les autres outils et équipements divers qui ont précédemment servi dans un environnement marin.
- .4 Le lavage et le nettoyage d'équipement doivent avoir lieu immédiatement

- à leur arrivée sur les lieux et avant leur utilisation au-dessus d'un plan d'eau ou dans celui-ci.
- .5 Effectuer les opérations de lavage et de nettoyage comme suit:
 - .1 Gratter et enlever toute accumulation importante de boue et l'éliminer de manière appropriée.
 - .2 Rincer toutes les surfaces de l'équipement à l'aide d'eau douce pressurisée.
 - .3 Tout de suite après, appliquer par forte pulvérisation une couche de vinaigre pur ou d'un autre agent de nettoyage respectueux de l'environnement afin d'éliminer entièrement toute trace de matière végétale, animale ou sédimentaire.
 - .4 Rechercher et éliminer toute matière végétale, animale ou sédimentaire de tous les bouchains et les filtres.
 - .5 Vidanger l'eau stagnante de l'équipement et le faire sécher complètement avant de l'utiliser.
 - .6 Lors de l'extraction de l'eau, vidanger l'eau stagnante de l'équipement de dragage et le faire sécher complètement avant de le retirer des lieux.
 - .6 N'effectuer aucune opération de nettoyage ou de rinçage dans une zone tampon de 30 mètres d'une terre humide, d'un cours d'eau ou d'une autre zone écosensible.
 - .7 Dossier du registre d'assurance :
 - .1 Tenir à jour un registre permanent des utilisations et nettoyages passés et présents de tout l'équipement pour illustrer les mesures d'atténuation prises contre la contamination d'habitats de poissons par des espèces exotiques.
 - .2 Consigner les renseignements dans un registre à couverture rigide.
 - .3 Inclure les renseignements suivants :
 - .1 date et lieu de l'utilisation précédente de l'équipement dans un cours d'eau ou une terre humide;
 - .2 type de travaux exécutés;
 - .3 dates de rinçage de chaque pièce d'équipement;
 - .4 Méthode de nettoyage et agents utilisés.
 - .8 Tenir à jour le registre d'assurance de qualité d'un projet à l'autre. Sur demande, remettre le registre au Représentant du Ministère aux fins d'examen.
 - .9 Respecter les exigences et les recommandations du ministère de l'Environnement fédéral et de la Direction de la protection de l'habitat et du développement durable de Pêches et Océans Canada quant au nettoyage et au rinçage de l'équipement.

1.11 QUALITÉ DE L'AIR

- .1 Maintenir au minimum absolu la poussière en suspension dans l'air et les saletés résultants des travaux.
- .2 Prendre les mesures de lutte contre les poussières pour les routes, les stationnements et les zones de travail.
- .3 Arroser les surfaces avec de l'eau ou d'autres produits respectueux de l'environnement. Utiliser du matériel et des machines spécialement prévus à cet effet et appliquer la substance en quantité et selon une fréquence suffisantes pour assurer un contrôle efficace et constant de la poussière pendant toute la durée des travaux.
- .4 N'utiliser aucune huile ni tout autre produit à base de pétrole pour le contrôle de la poussière.

1.12 FEUX

- .1 Il est interdit de faire des feux et de brûler des déchets sur place.

FIN DE SECTION